



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à CPS
1^{er} mai 2009

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Aucun licenciement. Paiement à 100% des jours de chômage !

Retrait, abrogation des « réformes » gouvernementales de destruction des hôpitaux, de l'enseignement...

**POUR LA DÉFENSE DES REVENDICATIONS OUVRIÈRES
UNITÉ CONTRE SARKOZY, SON GOUVERNEMENT DE DÉFENSE DU CAPITAL
POUR LE CHASSER SANS ATTENDRE**

LE COMBAT EST ENGAGÉ...

Plus de 2 millions de manifestants le 29 janvier ; trois millions le 19 mars...

Mobilisation historique en Guadeloupe et à la Martinique.

À l'université : trois mois de mobilisation d'une exceptionnelle ténacité pour le retrait des « réformes ».

Grève à Toyota pour le paiement à 100% du chômage partiel et mise en place de piquets de grève.

Occupation de l'usine Continental contre la fermeture du site de Clairoux et séquestration de patrons...

À Caterpillar, les salariés désavouent le protocole signé le 19 avril par les élus du CE qui donne 600 licenciements à l'arrivée : *"Maintenant, c'est nous les ouvriers qui décidons, ce ne sont plus les délégués"*

Coupures de gaz, d'électricité à EDF et GDF-Suez face au refus du patron d'augmenter les salaires...

Des milliers de manifestants, le 8 avril dans 90 villes contre le délit de « solidarité ».

Manifestation de 20.000 personnels hospitaliers à Paris, le 28 avril, contre le projet de réforme de l'hôpital, aux côtés de manifestants du monde universitaire...

Partout, grève, manifestations... deviennent les conditions de la lutte quotidienne ; de la lutte contre le gouvernement et sa politique.

SARKOZY ET SON GOUVERNEMENT, EN DÉFENSE DU CAPITALISME.

Avec la crise économique mondiale : plus 80 000 chômeurs en France au mois de février, plus de 660 000 emplois détruits en un mois aux États-Unis ; 670 000 dans l'Union européenne depuis fin 2008...

La crise actuelle, contrairement à ce qu'affirme Sarkozy, c'est la crise du capitalisme.

Et Sarkozy et son gouvernement se portent en défense du patronat, en défense du capitalisme. Aussi, multiplient-ils les mesures destinées à en faire payer le coût aux salariés et à la jeunesse. Loin de réduire le rythme des « réformes », il poursuit et accentue ses mesures contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Des dizaines de milliards d'euros débloqués pour sauver les banquiers ; pour venir en aide aux patrons.

Des milliers de postes supprimés dans la fonction publique, dans les hôpitaux, l'enseignement public : ce sont des milliers de jeunes voués au chômage, aux petits boulots...

Face aux mobilisations, Sarkozy maintient sa politique, ordonne la répression des militants, des salariés, multiplie les lois répressives... Tout en cherchant à associer les dirigeants syndicaux (et aussi les partis ouvriers) à la mise en œuvre de ses plans, à la sauvegarde du système capitaliste.

« PESER » SUR LE GOUVERNEMENT OU LE COMBATTRE ?

Mais peut-on combattre cette politique en fixant comme objectif à la mobilisation de « *peser sur le gouvernement et le patronat* », ainsi que le font la CGT, FO, la FSU... dans le communiqué commun pour le 1^{er} mai ? En expliquant, comme le fait Maryse Dumas, dirigeante de la CGT, que l'exigence, c'est « *l'ouverture de négociations* » sur « *des sujets très larges* » ? En demandant à Sarkozy de changer de politique, ainsi que le fait le PS ? En proposant « une autre gestion des entreprises », une autre gestion du capitalisme, ainsi que l'avance le PCF ? Demander à Sarkozy de changer de politique, au lieu de le combattre, c'est lui permettre de poursuivre son offensive.

ASSEZ DE « CONCERTATION » AVEC SARKOZY !

Accepter le « dialogue social », les « concertations » sur les plans gouvernementaux, c'est permettre à Sarkozy de poursuivre. Si négociation il doit y avoir, c'est selon les méthodes imposées par les grévistes en Guadeloupe : dans l'unité des organisations, sous le contrôle des grévistes, sur les véritables revendications des salariés.

POUR LA DÉFENSE DES VÉRITABLES REVENDICATIONS OUVRIÈRES ET DE LA JEUNESSE.

En finir avec cette politique exige d'imposer que les organisations de la jeunesse, les dirigeants des syndicats, du PS, du PCF, reprennent à leur compte les revendications des travailleurs et de la jeunesse, celles portées par les grèves et les manifestations à l'université, dans l'enseignement et la fonction publique, aux hôpitaux, dans les entreprises privées... Et en premier lieu :

- **Aucun licenciement ! Paiement à 100% de chaque jour de chômage !**
- **Défense des salaires : Smic à 1500 euros net tout de suite ; rattrapage du pouvoir d'achat perdu** (par augmentation du point d'indice dans la Fonction publique), dans le respect des qualifications et indexation sur les prix.
- **Rétablissement de TOUS les postes supprimés dans la Fonction publique.**
- **Création massive d'emplois par l'ouverture de postes aux concours** et défense du statut : **retrait du projet de loi de « mobilité » des fonctionnaires.**
- **Retrait et abrogation de toutes réformes imposées dans l'Enseignement public, de la maternelle à l'université et à la recherche.**
- **Défense du droit à la santé : retrait du projet de loi Bachelot**, lequel prépare la privatisation du système de santé.

C'est à partir de là que peut-être élaboré un véritable plan en défense de la classe ouvrière et de la jeunesse.

LA MOBILISATION POSE LA QUESTION DU POUVOIR.

Pour les travailleurs et la jeunesse, ces revendications sont essentielles. Mais elles mettent en cause le capitalisme. Ni Sarkozy, ni le patronat ne peuvent les accepter. C'est pourquoi, les mobilisations posent la question du pouvoir. Seul un véritable gouvernement ouvrier s'attaquant au capital, expropriant les banques, les entreprises (sans indemnité ni rachat) peut véritablement répondre aux besoins des travailleurs : organiser la production selon les besoins des masses et non en fonction du profit des entreprises capitalistes. Il faut pour cela, construire un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire. Mais les travailleurs et la jeunesse, dans leurs combats ne peuvent attendre ; ils ont besoin d'une perspective politique.

POUR UNE ALTERNATIVE IMMÉDIATE À SARKOZY

Le PS affirme vouloir « *changer maintenant* » ; le PCF dit vouloir contribuer à « *transformer la colère en alternative politique* » ; le Parti de Gauche fait une campagne sous le titre « *Casse-toi pauvre con (c'est lui qui le dit)* » ; le NPA affirme qu'il faut « *préparer l'affrontement avec le gouvernement* ». Tous ont signé une « déclaration unitaire d'appel au 1^{er} mai ». Alors, pourquoi ne disent-ils pas tous ensemble que l'on ne peut pas garder Sarkozy jusqu'en 2012 ? Qu'ils sont prêts à constituer immédiatement un gouvernement du Front Unique (sans ministre représentant des forces bourgeoises) ? Une telle déclaration unitaire en ouvrant une perspective serait un immense appel à la mobilisation. Cela créerait une nouvelle situation pour avancer vers la construction de l'indispensable Parti ouvrier révolutionnaire.